

# SUÈDE

**Assemblée annuelle de la BERD à Sarajevo  
7-9 mai 2019**

**Déclaration écrite de Mme Line Rosvall, gouverneure suppléante par intérim  
représentant la Suède auprès de la BERD**

La Suède remercie les autorités de Bosnie-Herzégovine d'organiser la 28<sup>e</sup> Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Nous tenons à féliciter la Banque et son personnel pour les bons résultats obtenus en 2018. Cette année encore, les investissements se sont établis à près de 10 milliards d'euros, répartis sur environ 400 projets, et ont produit un fort impact sur la transition. Nous saluons les travaux réalisés par la Banque qui ont conjugué dialogue sur les politiques à mettre en œuvre, renforcement des capacités et investissements en vue d'apporter sa contribution aux réformes, à la réalisation des Objectifs de développement durable et à la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans les pays d'opérations de la Banque. Nous sommes également satisfaits que la Banque ait mobilisé des financements directs privés à hauteur de près d'un milliard d'euros. La BERD est bien placée pour stimuler le financement en faveur du secteur privé grâce à son modèle opérationnel axé sur ce secteur. Par conséquent, il est nécessaire d'explorer et de mettre en œuvre les possibilités de se montrer plus ambitieux et de nouveaux moyens de mobiliser des financements privés supplémentaires.

Nous appuyons l'analyse générale et les cinq axes de travail proposés dans le projet de résolution des gouverneurs, qui présente les travaux préparatoires pour le Cadre stratégique et capitalistique (CSC) 2021-25. Il est essentiel que les prochaines discussions et décisions à propos du CSC reposent sur une étude ambitieuse et approfondie. La Suède tient à souligner que ces discussions doivent être inclusives et tenues en étroite coopération entre le Conseil d'administration, qui représente les gouverneurs à la Banque, et la Direction. Nous apprécions le fait que les gouverneurs seront avisés de la feuille de route prévue pour chaque axe de travail en juillet, avant le lancement de toute analyse par la Direction.

Nous reconnaissons qu'il existe encore des écarts de transition considérables dans les pays d'opérations actuels et, par conséquent, de grandes opportunités d'investissements, notamment dans les domaines du climat et de l'environnement. La Suède considère donc que la grande priorité pour la Banque est de s'attacher à surmonter les défis qui persistent dans ses régions d'opérations actuelles. Nous ne sommes pas convaincus par les autres perspectives à long terme présentées pour le CSC couvrant la période 2021-25. Nous avons la ferme conviction que davantage peut être fait pour identifier, en coopération étroite avec les autorités et les parties prenantes dans chaque pays d'opérations, des opportunités commerciales et d'engagement supplémentaires pour la période 2021-25. Cet axe de travail devra être l'objectif premier des travaux préparatoires pour le prochain CSC.

La Suède ne voit pas l'intérêt d'élargir le champ géographique d'opérations de la Banque. Nous estimons qu'il existe des risques de chevauchement avec d'autres institutions financières internationales déjà actives dans d'autres régions. Toutefois, nous sommes en faveur d'une coopération étroite avec les autres institutions financières internationales dans les régions où le champ d'action géographique de celles-ci correspond déjà à la région actuelle de la BERD, en vue de garantir l'efficacité, la complémentarité et le bon fonctionnement du système des IFI pour encourager le développement du secteur privé.

La lutte contre le changement climatique et l'amélioration et la protection de l'environnement constituent une priorité pour la Suède. Nous nous réjouissons de l'engagement de la BERD et d'autres BMD à mettre en œuvre l'article 2. 1. (c) de l'Accord de Paris, en vertu duquel elles doivent rendre les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques. Nous attendons avec intérêt des modifications stratégiques concrètes et de plus grandes ambitions à cet égard de la part de la BERD dans le prochain CSC.

Nous reconnaissons que la BERD est le premier pourvoyeur de financements climatiques privés parmi les banques régionales de développement. Néanmoins, nous estimons que les investissements destinés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables devraient jouer un rôle encore plus important dans le prochain CSC. Nous sommes satisfaits que la Banque entende accélérer la transition vers des économies faiblement carbonées et ait décidé de mettre fin au financement d'activités liées au charbon et à l'exploration et au développement de l'amont pétrolier. Toutefois, arrêter d'investir dans des projets « bruns » est tout aussi important que financer davantage de projets verts, et nous sommes convaincus qu'il est temps d'abandonner progressivement mais complètement le financement des investissements dans les combustibles fossiles. Nous jugeons contestable le point de vue selon lequel le gaz naturel est le meilleur moyen d'éliminer les combustibles à plus forte teneur en carbone, comme le charbon. Bien que ce soit parfois le cas, les sources d'énergie renouvelable devraient toujours être une priorité, et les investissements dans le gaz ne devraient être entrepris que s'ils offrent la solution la plus écologique à un coût raisonnable, ou s'ils peuvent à terme être réorientés vers l'usage d'énergies renouvelables.

La réalisation du plus fort impact possible sur la transition nécessite des investissements de bonne qualité et une organisation qui encourage clairement les résultats à long terme en matière de transition par un dispositif solide d'évaluation des résultats. Nous jugeons utile que la Banque soit en train d'étudier si elle peut accroître ses activités en cours, en s'attachant à développer les compétences et à utiliser et déployer de nouvelles technologies. Dans le même temps, la BERD doit s'efforcer d'agir là où les financements commerciaux ne sont pas disponibles. Si les marchés disposent de suffisamment de liquidités, la Banque devrait s'orienter vers des régions à des stades moins avancés.

La BERD doit continuer de donner l'exemple en montrant à ses pays d'opérations et à ses clients qu'investir dans l'égalité des chances entre les femmes et les hommes revient à investir dans la productivité, la croissance et le développement durable. À l'avenir, nous souhaitons que la Banque veille à ce que l'égalité des genres soit intégrée à toutes ses opérations et à son organisation interne.

Pour conclure, nous sommes convaincus qu'il est fondamental pour la crédibilité de la Banque que la gouvernance interne et la conduite éthique de tout le personnel de la BERD répondent aux normes les plus exigeantes en toutes circonstances. La Suède invite donc la BERD à réviser les parties en question de son Code de conduite et des procédures y afférentes, et à prendre des mesures pour renforcer la protection des lanceurs d'alerte à la Banque.